

Direction de l'aménagement des territoires et  
de la transition écologique

Cayenne, le 13 octobre 2025

Service prévention des risques et industries  
extractives

Unité prévention des risques accidentels

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AVIO GUYANE**

Centre Spatial Guyanais  
BP 809  
97388 Kourou

Références : DGTM/DATTE/SPRIE/UPRA/MC/2025/1013  
Code AIOT : 0006900447

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement AVIO Guyane implanté Centre Spatial Guyanais BP 506 97388 Kourou. L'inspection a été annoncée le 25/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AVIO GUYANE
- Centre Spatial Guyanais BP 506 97388 Kourou
- Code AIOT : 0006900447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AVIO Guyane est responsable des activités liées aux lanceurs Vega. Elle assure les opérations d'assemblage des lanceurs et de la maintenance de ses installations au sein du Centre Spatial Guyanais.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale 2025 : travaux et points chauds

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
15	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	6 mois
16	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
9	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
10	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
11	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
12	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	/	Sans objet
13	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	/	Sans objet
14	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

AVIO Guyane a soldé l'ensemble des points de constats de l'inspection de l'année précédente.

La gestion des travaux par points chauds est encadrée de manière satisfaisante cependant l'exploitant veillera à ce que l'ensemble des personnes réalisant ces travaux soient formées et entraînées aux moyens de lutte contre l'incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réalisation d'audits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a modifié son logiciel de traitement des anomalies sol. Celui-ci permet maintenant d'identifier si l'accident ou l'incident concerne:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• une anomalie avec risque pour l'environnement ;</li><li>• une anomalie avec risque pour le personnel ;</li><li>• une anomalie avec risque pour la sauvegarde ;</li><li>• une anomalie impactant une Mesure de Maîtrise des Risques (MMR).</li></ul> <p>Ces champs feront partie des statistiques qui pourront être extraites par le logiciel, et qui seront analysées sous forme d'indicateurs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a fourni l'ensemble des points de mesures pris dans le bilan environnemental ainsi que leurs caractéristiques.</p>

L'inspection des installations classées va maintenant définir les modalités de surveillance de ces points de rejet dans un arrêté préfectoral complémentaire. Le cadre GIDAF sera ensuite créé à partir de cet arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a actuellement pas de laboratoire accrédité COFRAC en Guyane.  AVIO Guyane propose de réaliser deux analyses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une par le laboratoire déjà contractualisé;</li> <li>• l'autre sera réalisée un laboratoire en métropole accrédité COFRAC (en envoyant l'échantillon en métropole, les temps de transport feront dépasser les délais d'acheminement prévus par les dispositions COFRAC (3 jours).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de tester le dispositif proposé uniquement sur un lancement.  En fonction des résultats, l'inspection des installations classées décidera s'il est opportun ou non de garder ce dispositif pour les autres lancements.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis une liste à jour permettant le suivi des équipements sous pression sur l'ensemble de lancement Véga.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;</li> <li>-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</li> </ul>

<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un rapport de vérification d'équipement sous pression réalisé par l'APAVE le 28 février 2025. Ce rapport ne contient pas d'observation de la part de l'organisme de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
<b>Constats :</b>  La plaque d'identification du groupe froid n°3 a été déplacée et repositionnée dans un endroit plus accessible.  L'équipement FLAMCO de numéro de série 1066647010 est un vase de régulation d'expansion, avec une surpression admissible (PS) de 0 bar. L'exploitant a apporté les justifications permettant de prouver que l'équipement n'est pas soumis à l'Arrêté Ministériel du 20/11/2017.  La requalification périodique, des récipients d'air comprimé situés dans le portique, réalisée en 2018 a été faite à la pression 9,6 bars. Cette pression d'épreuve correspond à un déclassement de la PS à 8 bars, à la place des 15 bars écrits sur la plaque.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  AVIO Guyane procède à la requalification périodique des récipients d'air comprimé situés dans le portique avec une pression de test portée à 120% de la pression maximale admissible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé aux investigations demandées. L'équipement n'est pas une soupape mais un purgeur d'air lié à la vessie en caoutchouc butylique intégrée dans le vase principal. La valeur de 10 bars est la pression maximale admissible du purgeur. Dans le cas nominal, le vase principal est à la pression atmosphérique et, dans le cas dégradé, est toujours protégé par la soupape qui se trouve sur le groupe de pompage à l'aspiration des pompes, tarée à 1 bar.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Identification des zones à risque

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Locaux à risque</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a bien défini les zones de l'ELV qui présentent un risque d'incendie et/ou d'explosion. L'inspection des installations classées a pu constater au niveau du hall d'assemblage (HA) et de la zone de lancement Véga (ZLV) que ces zones sont matérialisées à l'entrée et à l'intérieur des bâtiments. Cependant les zones à risques ne sont pas répertoriées sur un plan.</p> <p>L'exploitant met en place un permis de feu pour tous travaux par point chaud sur l'ensemble de lancement Véga y compris les zones qui ne présentent pas un risque d'incendie et/ou d'explosion (bureaux, centre de lancement, etc.).</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant identifie sur un plan les zones de l'ELV susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...] <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :  [...]  - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p>
<b>Constats :</b>  Des consignes d'exploitation et de sécurité sont affichées à l'entrée des zones à risques (ZLV et HA) et à l'intérieur dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes précisent l'obligation d'avoir un permis de feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Interdiction d'apporter du feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Interdiction de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
<b>Constats :</b>  L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion sont affichés à l'entrée et à l'intérieur des bâtiments.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...]  Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
<b>Constats :</b>  La réalisation de travaux par point chaud dans les zones présentant des risques d'incendies ou d'explosion est cadrée par des plans de prévention et permis de feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Plan de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...]  4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.  [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant établit des plans de prévention lorsque de la sous-traitance est identifiée pour la réalisation de travaux. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le modèle de plan de prévention utilisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Dispositions du plan de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 07/03/2008, article /
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R4512-8 du Code du travail Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
<b>Constats :</b>  Les mesures prévues par le plan de prévention comportent l'ensemble des dispositions définies à l'article R4512-8 du Code du travail. Des plans établis avec des sous-traitants au cours de cette année ont été présentés par l'exploitant lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...]  Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
<b>Constats :</b>  Le permis de feu de l'exploitant comporte les éléments suivants : - l'identification du donneur d'ordre du travail par point chaud ; - le descriptif du travail à exécuter ; - l'identification de l'entreprise chargée du travail ; - les consignes particulières ; - les risques identifiés ; - les moyens de protection, d'alerte et de première intervention ; - les modalités de surveillance après travaux.

L'exploitant a fourni lors de l'inspection les derniers permis de feu rédigés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Formation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour accéder aux installations sur l'emprise du Centre Spatial Guyanais, toute personne non accompagnée doit suivre une formation « sauvegarde » qui comprend notamment des informations sur les risques des installations, l'application des consignes et la conduite à tenir en cas de sinistre. Cette formation est dispensée par le CNES.</p> <p>AVIO Guyane prévoit de réaliser une sensibilisation avec l'ensemble de ses sous-traitants sur la sécurité de ses installations.</p> <p>Depuis l'arrêt, il y a quelques années, du module de formation aux moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, dispensé par la BSPP (Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris), AVIO Guyane n'est plus en mesure de pouvoir s'assurer que les entreprises extérieures soient formées et entraînées à la manœuvre des équipements.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en place un système permettant de s'assurer que lors de l'établissement d'un permis de feu nécessitant la mise en place de moyens incendie, le personnel réalisant les travaux soit formé et entraîné à son utilisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 16 : Surveillance fin de travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Fin de travaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Une vérification des travaux réalisés est effectuée par le chargé de sécurité de l'entreprise intervenante. La clôture du permis de feu est signée par le responsable d'opération qui n'est pas forcément l'exploitant.</p> <p>La vérification réalisée par le responsable d'opération fait l'objet d'un registre disponible au CDLV (centre de lancement Véga).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Si le responsable d'opération n'est pas AVIO Guyane mais un sous-traitant, l'exploitant doit également s'assurer de l'absence de risque à la fin des travaux. Cette vérification doit être consignée dans le registre déjà mis en place par l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>